

Comprendre les sanctions internationales

1 De quoi parle-t-on ?



Sanctions internationales :

- Mesures coercitives imposées par un ou plusieurs pays, ou des organisations internationales ou régionales comme l'ONU, l'UE ou la CEDEAO, dans le but de maintenir la paix, la sécurité ou pour punir des comportements jugés illégitimes sur la scène internationale.
- Elles peuvent être économiques, diplomatiques, militaires, ou symboliques.

Types de sanctions :



Sanctions économiques, financières ou commerciales

- restrictions commerciales,
- embargos sur des produits ou services (comme l'énergie ou les armes),
- gels d'avoirs,
- interdictions de transactions financières.



Sanctions symboliques

- interdictions de voyage pour des personnalités ou des groupes,
- condamnations publiques,
- exclusions de compétitions sportives internationales,
- etc.



Sanctions diplomatiques

- réduction ou suspension des relations diplomatiques.



Sanctions militaires

- embargos sur les armes,
- soutien à des interventions militaires.

Elles peuvent être :



GÉNÉRALES → à l'encontre d'un pays ou d'un État



CIBLÉES → *SMART SANCTIONS*
frappant certains individus ou certains produits ou secteurs d'activité



Elles se développent pour limiter les conséquences des sanctions sur la population du pays sanctionné.



Elles excluent la plupart du temps biens de première nécessité comme l'alimentation ou les médicaments.



UNILATÉRALES → Imposées par un pays à un autre pays ou une/des entité(s) spécifique(s).



MULTILATÉRALES → Imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ou une organisation régionale à un pays/à une/des entité(s) spécifique(s)

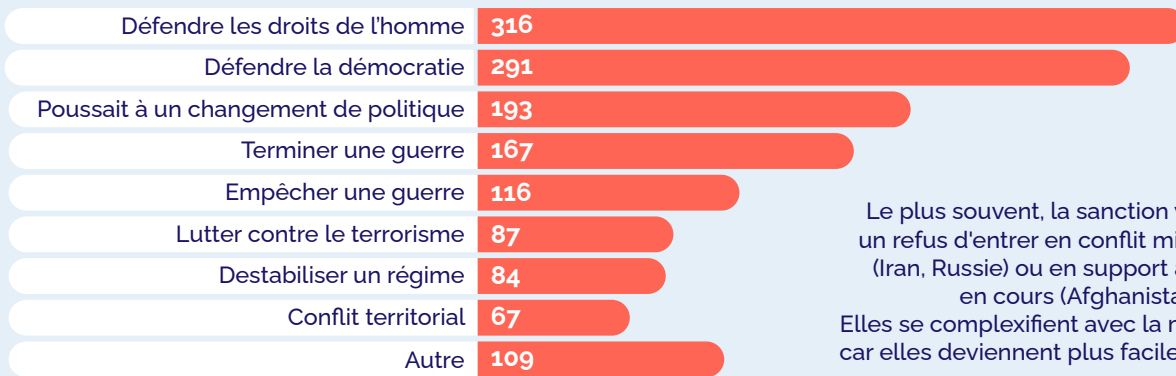


Acompagnées de programmes humanitaires pour tenter de compenser les conséquences des sanctions sur la population.

→ cas du programme « pétrole contre nourriture » de l'ONU dans les années 1990 et suite aux sanctions imposées par l'ONU à l'Irak au moment de l'invasion du Koweït.



Motifs les plus employés pour justifier de sanctions



Source : Desbordes R., Munier F. (2023).

Le plus souvent, la sanction vient pallier un refus d'entrer en conflit militaire direct (Iran, Russie) ou en support à un conflit en cours (Afghanistan). Elles se complexifient avec la mondialisation car elles deviennent plus facile à contourner.

2 Histoire des sanctions



SANCTIONS INTERNATIONALES

- remontent à l'Antiquité
- application moderne : après la Première Guerre mondiale.

ANTIQUITÉ



MILIEU XX^e SIÈCLE

Les embargos commerciaux précédaient souvent les conflits, lesquels se prolongeaient en blocus de tous les flux commerciaux et financiers. Sanctions → affaiblir l'adversaire avant le conflit militaire.



Au moment du règlement de la première guerre mondiale :

dans le cadre de la Société des Nations, les sanctions doivent servir à éviter la guerre.

Woodrow Wilson, Président américain



Les sanctions sont alors employées :

- en tant de paix
- pour « sanctionner » un pays violant le droit international et menaçant la paix et la stabilité.



Sanctions ciblées ou smart sanctions

remplace les sanctions globales, qui impactaient sévèrement les populations civiles.



Période de guerre froide :
→ Sanctions principalement de nature commerciale et visant les pays impliqués dans des conflits géopolitiques (ex. : Cuba, Corée du Nord).



Forte augmentation des sanctions après la fin de la guerre froide
→ pays comme l'Irak (invasion du Koweït)
→ l'ex-Yougoslavie (guerres de Bosnie ou du Kosovo).

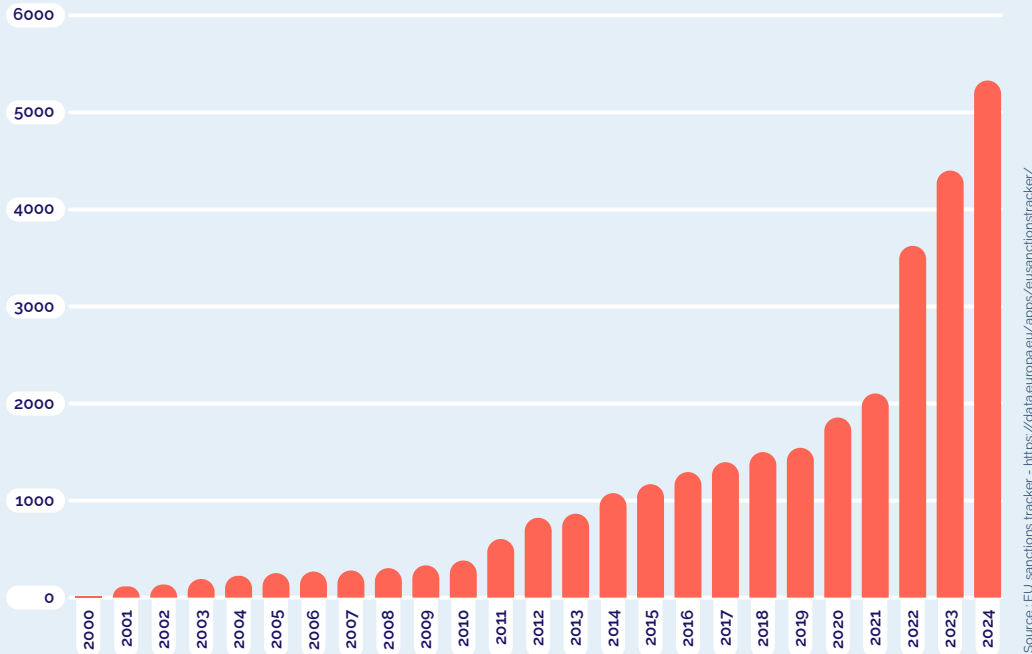


Montée en puissance des « sanctions intelligentes » ciblées (sanctions financières et de voyage)
→ attentats du 11 septembre et les conflits au Moyen-Orient.



Augmentation significative des sanctions
→ Russie (annexion de la Crimée, invasion de l'Ukraine en 2022)
→ Corée du Nord (développement d'armes nucléaires)

Nombre de régimes de sanctions imposées par l'Union européenne en vigueur (par années depuis 20 ans)



3 Qui sanctionne ?

Principaux acteurs imposant des sanctions :

ONU Sanctions imposées par le Conseil de sécurité.



La charte des Nations Unies établit un cadre juridique aux mesures restrictives (qu'elle ne liste pas).

ARTICLE 39

« Le Conseil de sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et fait des recommandations ou décide quelles mesures seront prises conformément aux Articles 41 et 42 pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. »

ARTICLE 41

« Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques. »

ÉTATS-UNIS

À travers le Trésor américain et l'OFAC (*Office of Foreign Assets Control*).



Système américain de sanctions internationales

- ✘ Outil clé de la politique étrangère des États-Unis. Administré principalement par l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC) du Département du Trésor
- Permet de
 - geler les actifs
 - interdire les transactions financières
 - restreindre l'accès aux marchés américains pour des individus, entreprises ou pays jugés menaçants pour les intérêts des États-Unis.
- Sont souvent coordonnées avec les alliés, mais peuvent aussi être unilatérales.
- 🎯 Peuvent cibler :
 - des régimes autoritaires,
 - des organisations terroristes,
 - des narcotrafiquants,
 - des entités responsables de violations des droits de l'homme.



UNION EUROPÉENNE

En coordination avec ses États membres.



Mesures restrictives

- ✘ Outil clé de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC)
- Sont utilisées pour défendre ses intérêts stratégiques et protéger ses objectifs fondamentaux à l'étranger.



Adoptées à l'unanimité par une décision du Conseil dans le domaine de la PESC, qui est entièrement contraignante pour tous les États membres.

3 types de mesures :

- la transposition des mesures convenues dans le cadre des Nations Unies,
- les mesures complémentaires à celles adoptées par les Nations Unies,
- les mesures adoptées de la propre initiative de l'UE.

Si la décision prévoit

- la réduction
- l'interruption de tout ou partie des relations économiques et financières avec un pays tiers

- Un règlement de l'UE sera adopté à la majorité qualifiée sur proposition conjointe de la Commission et du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères, et politique de sécurité.
- Dans la pratique, l'approbation se fait par consensus.

AUTRES ORGANISATIONS RÉGIONALES

Ex. : l'Union Africaine ou l'Organisation des États Américains (OEA).



- ✘ Sanctionnent toutefois que les pays membres de l'organisation.
- En réaction à un manquement dans le respect des règles de l'organisation.
- ✓ C'est le cas de l'Union africaine ou de la CEDEAO.

Certains États disposent également d'un régime de sanction unilatéral.

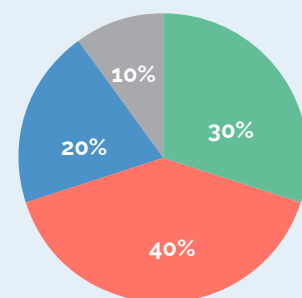
Apanage des démocraties occidentales :



Aujourd'hui régimes plus répandus :



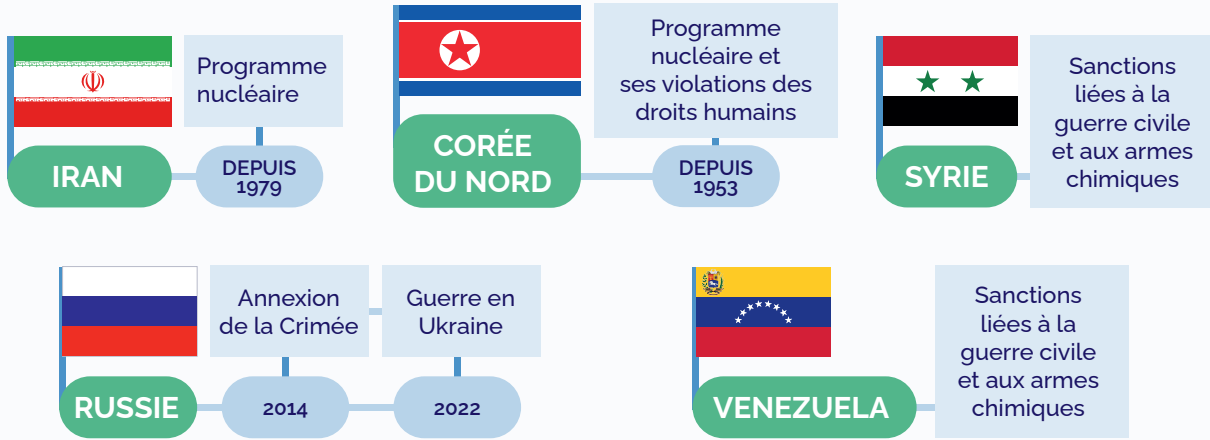
Qui sanctionne en 2023?



● ONU ● UE
● USA ● Autres

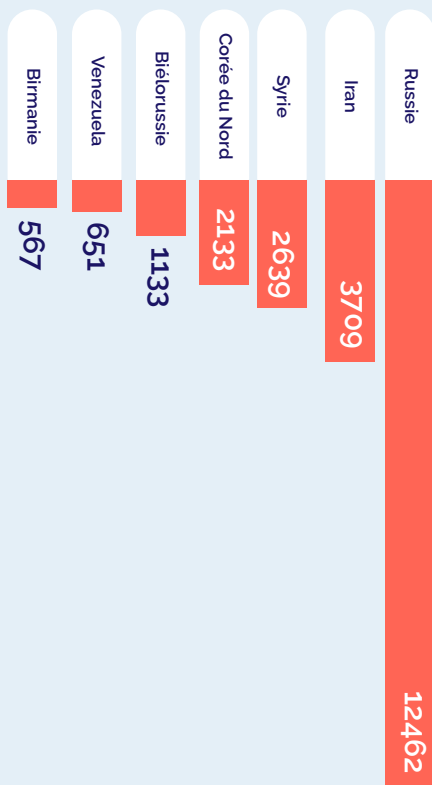
Qui est sanctionné ?

Principaux pays sanctionnés :



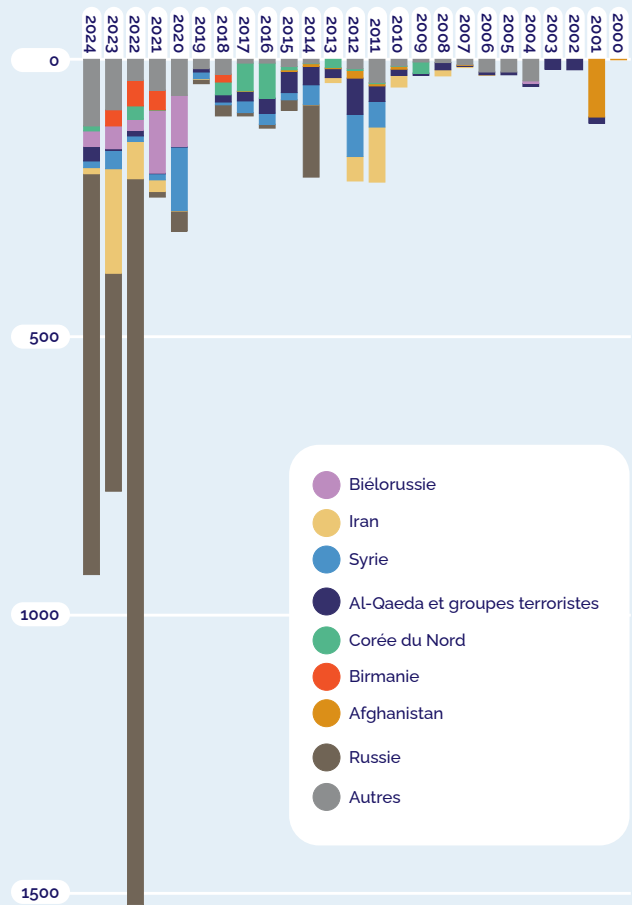
Pays les plus sanctionnés au monde

Nombre de sanctions en vigueur
(Octobre 2022)



Source : Statista, Castellum. AI

Pays sanctionnés chaque année par l'UE



Source : EU sanctions tracker - <https://data.europa.eu/apps/eusanctiontracker/>



EFFICACITÉ DES SANCTIONS

Sujet débattu.



Impact sur les économies ciblées, mais efficacité à modifier des comportements politiques est souvent limitée, surtout dans les régimes autoritaires.



EXEMPLE DE SUCCÈS



AFRIQUE DU SUD

Fin à l'apartheid



IRAN

Négociation de l'accord nucléaire en 2015 (avant son retrait par les États-Unis en 2018).



EXEMPLE D'ÉCHECS



CUBA

+ 60 ans de sanctions américaines n'ont pas renversé le régime.



CORÉE DU NORD

Décennies de sanctions mais le programme nucléaire continue de se développer.

La sanction a plutôt tendance à :



- une sorte de résistance nationale,
- un sentiment patriotique,
- une radicalisation de la population amplifiant son soutien au gouvernement en place et dont la politique et les actions sont visées par les sanctions.

→ Cette conséquence des sanctions est connu sous le qualificatif



RALLY AROUND THE FLAG

Les sanctions peuvent être facilement contournées



La Russie écoule une grande partie de son gaz et de son pétrole via l'Inde ou qui réussit à s'approvisionner en composants divers via ses voisins d'Asie centrale.



Les économies s'adaptent aux sanctions en développant une production locale.

La Russie a diversifié sa production agricole après les sanctions imposées par les pays occidentaux en 2014 suite à l'invasion de la Crimée.



L'isolement et la marginalisation du pays sanctionné

→ Donne un certain nombre d'effets pervers

- ✓ renforcement du pouvoir,
- ✓ affaiblissement de l'opposition,
- ✓ durcissement du régime,
- ✓ une augmentation de la corruption et du clientélisme au sein de l'appareil d'État.

Pourquoi continue-t-on à imposer des sanctions ?



Affaiblir l'adversaire ou le pays agresseur avant ou pendant un conflit.



Éviter le conflit.



Utiliser les sanctions comme instruments de guerre économique, voire du conflit en tant que tel.



Empêcher le pays de s'engager dans des activités proscrites par le droit international.



Dissuader d'autres pays de s'engager dans des activités proscrites par le droit international (effet signal).



Couper toute relation économique, commerciale ou financière afin de ne pas indirectement participer au financement et par conséquent rendre possible le conflit ou la mesure contraire au droit international.

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DES SANCTIONS

- Pèsent lourdement sur les populations.
- Inflation sectorielle ou généralisée.
- Ralentissement de la croissance économique entraînant chômage et pauvreté.
- Pénuries sur les produits sanctionnés.

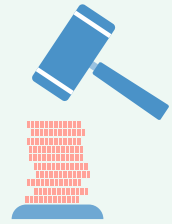


Pour limiter cela :
Sanctions ciblées ne touchant que des individus ou des secteurs et produits spécifiques.

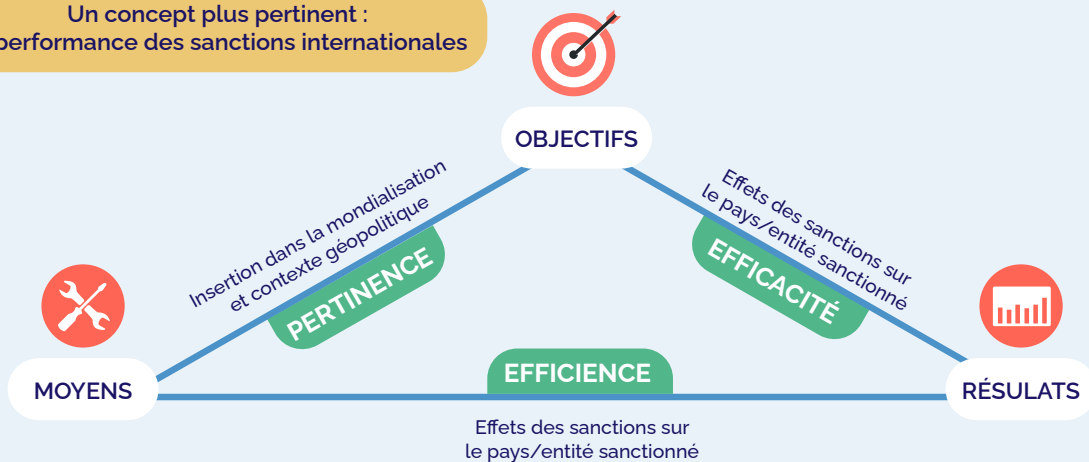
CONSÉQUENCES DES SANCTIONS

sur les autres pays dont les pays qui sont à l'origine de la sanction

Elles peuvent imposer des représailles ou contre-sanctions coûteuses (tous les pays ne peuvent pas se permettre d'imposer des sanctions).



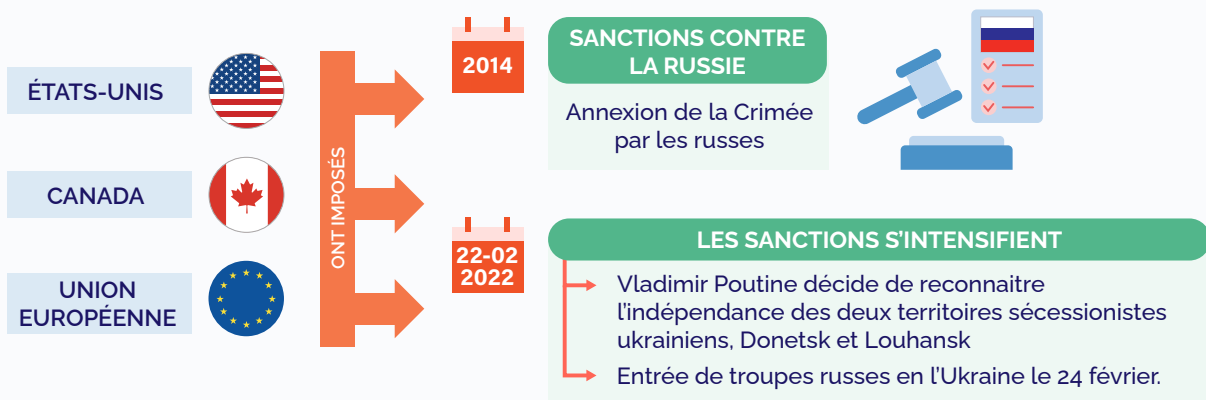
Un concept plus pertinent :
la performance des sanctions internationales



Source : <https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/2989/PERSAN%20FINAL.pdf>

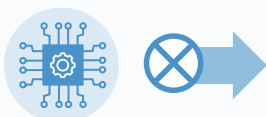
6

Focus sur les sanctions à l'encontre de la Russie



Sanctions économiques

Gel des avoirs de la banque centrale et des principales banques russes, exclusion de plusieurs banques du système SWIFT.



Sanctions technologiques

Restrictions sur l'exportation de technologies essentielles (semi-conducteurs, électronique).



Sanctions énergétiques

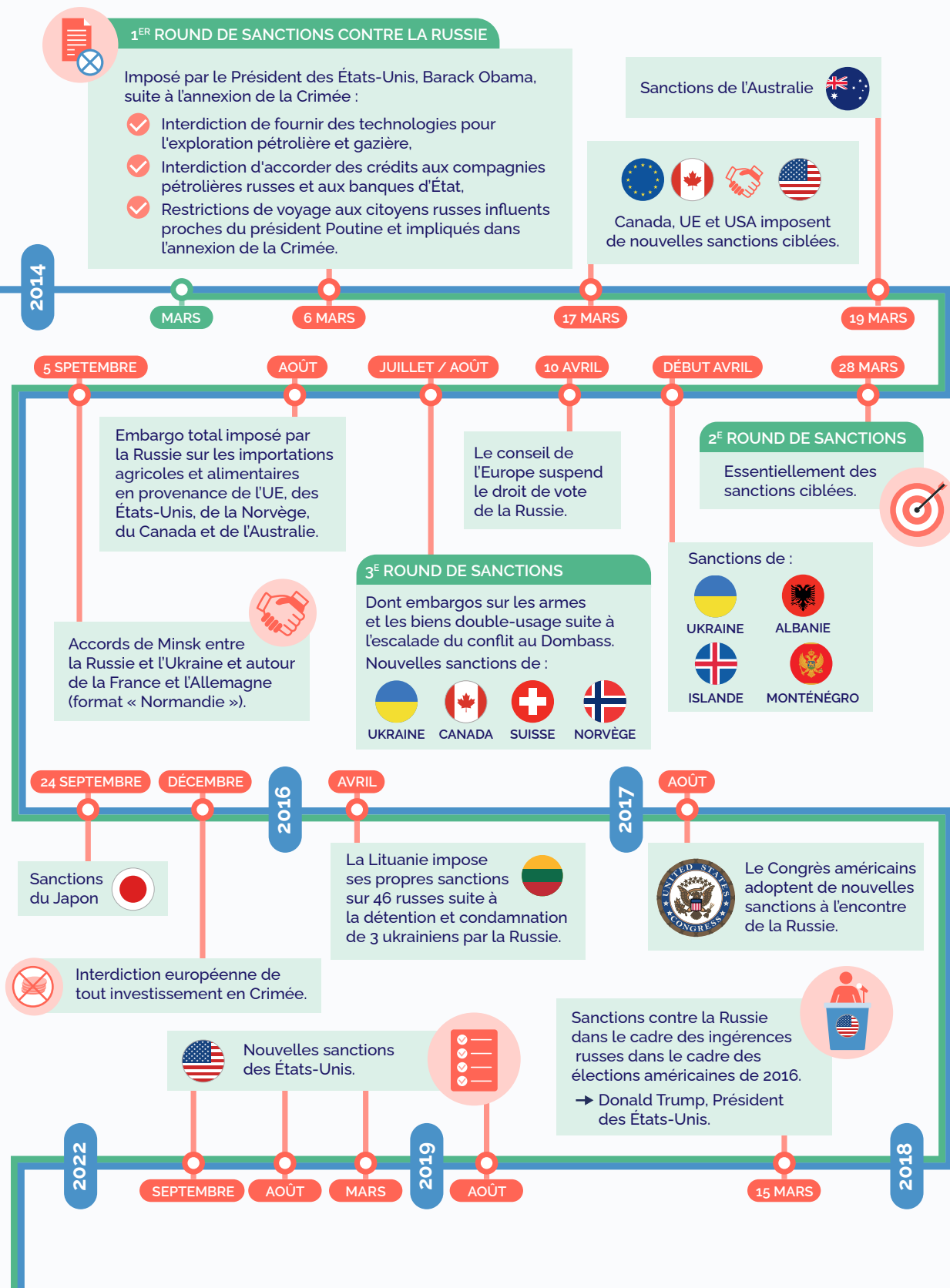
Embargo sur le pétrole et le gaz russe dans plusieurs pays.

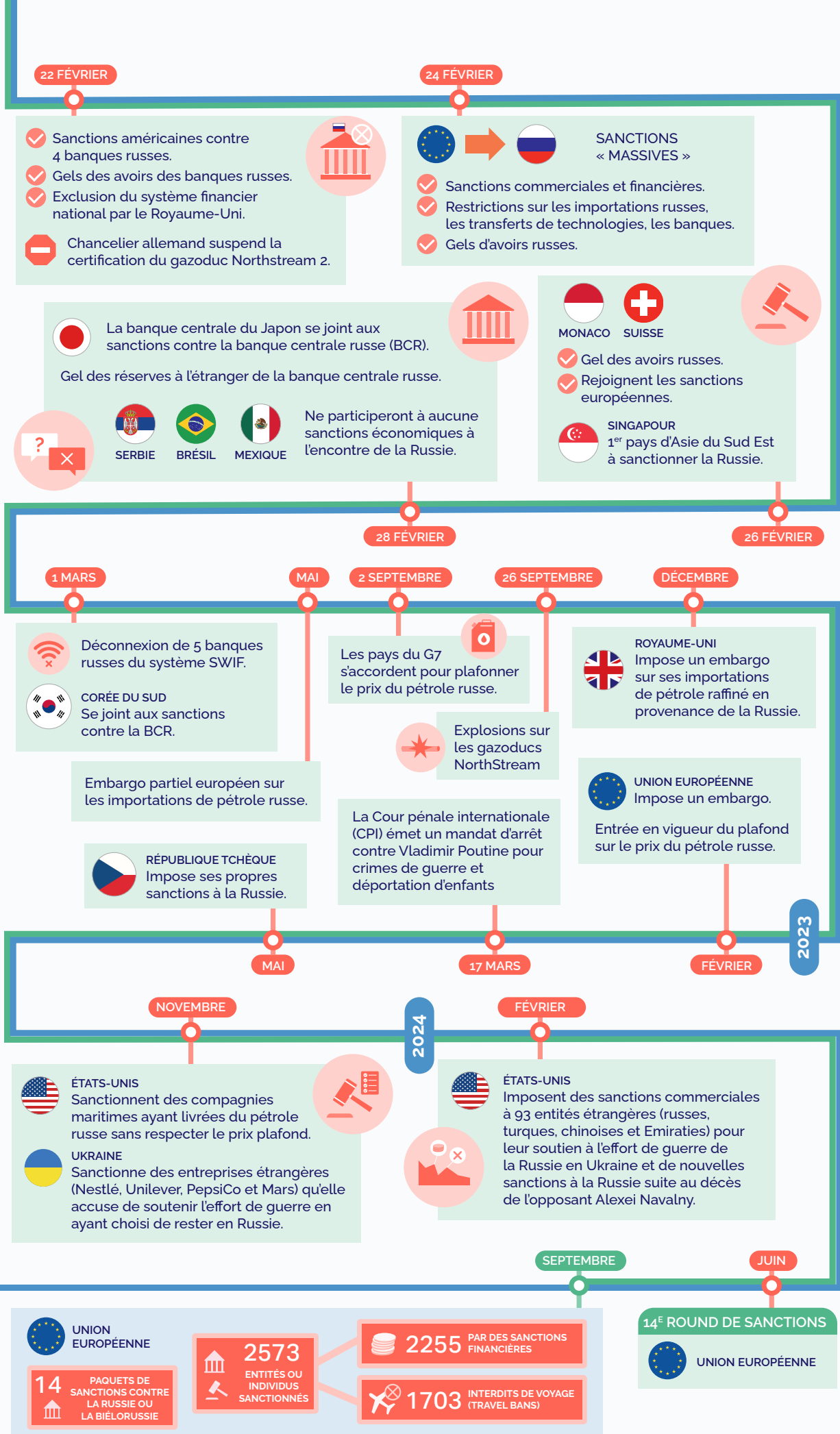


Sanctions individuelles

Interdiction de voyage pour les oligarques et hauts responsables russes, gel de leurs avoirs à l'étranger.
→ +1700 personnes listées dont Vladimir Poutine et Sergueï Lavrov son ministre des affaires étrangères pour l'UE et plus de 420 entités

Chronologie des sanctions à l'encontre de la Russie

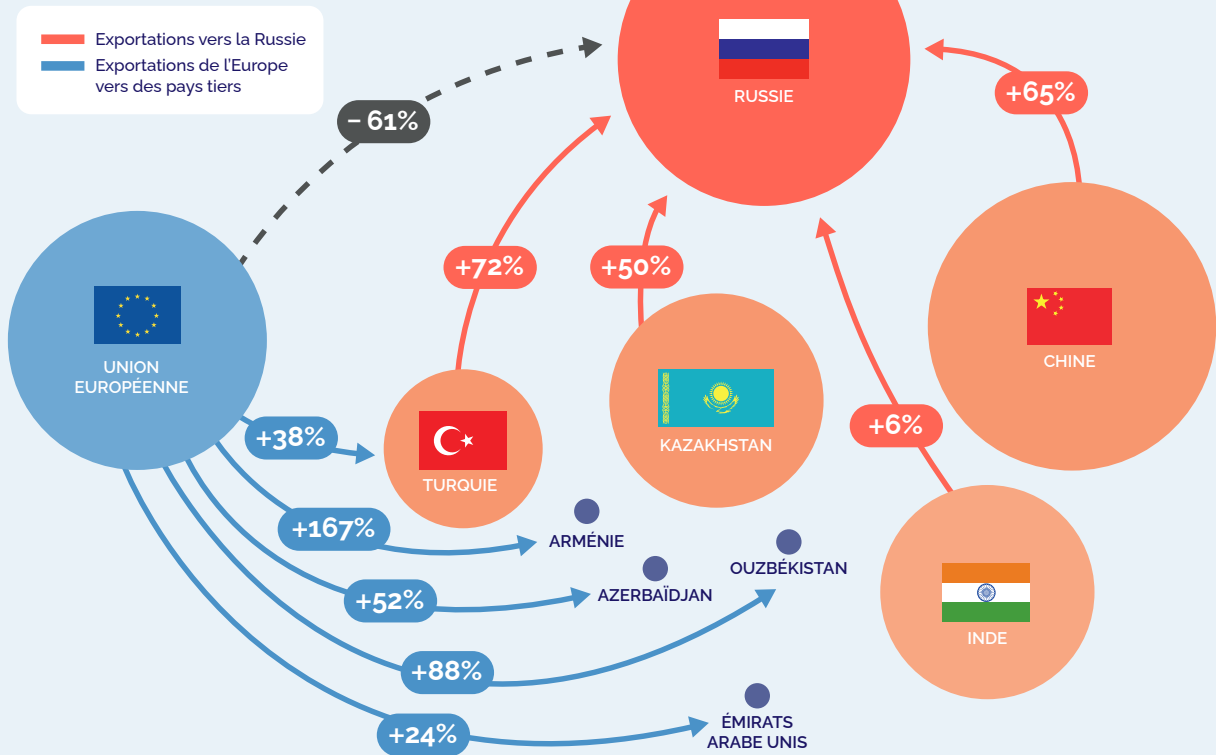




Les sanctions contre la Russie sont largement contournées obligeant les pays émetteurs à sanctionner des entités étrangères non russes.

Un commerce vers la Russie détournée

Évolution des exportations entre le 3^e trim. 2021 et le 3^e trim. 2023, en %



Source : IESEG, GLOBAL SOVEREIGN ADVISORY

Sanctionnée depuis 2014, la Russie s'était préparée à de nouvelles sanctions en :



Accumulant les réserves monétaires et financières dont des stocks d'or.



En diversifiant les avoirs étrangers.

Série de mesures mis en place par les autorités russes pour limiter les fuites de capitaux, après l'invasion de l'Ukraine :



- Obligation de conversion des recettes d'exportation en rouble.
- Imposition de la vente de gaz russe en rouble.
- Interdiction de prêts en devises.
- Interdiction de transferts d'argent à l'étranger.

Ressources de l'économie russe réorientées vers l'effort de guerre.



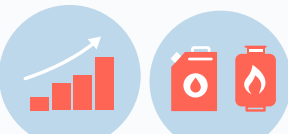
Économie de guerre

+



Guerre

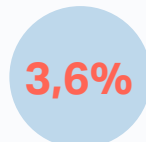
=



Très forte augmentation du prix du pétrole et du gaz

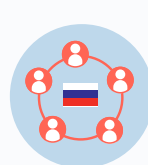


Sources de recettes d'exportation supplémentaires pour la Russie

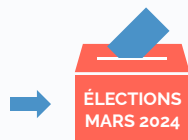


Croissance économique en 2023

3,6%

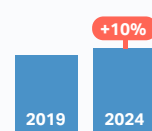


Sanctions ont eu l'effet
RALLY AROUND THE FLAG



ÉLECTIONS MARS 2024

Renforcé le pouvoir de Vladimir Poutine



Taux de participation